



## L'État prévoit une dépense d'un milliard et demi d'euros, chaque année, pour obliger les jeunes de 15 à 17 ans à faire le SNU.



Le SNU rassemble chaque année moins de volontaires que ce que le gouvernement se fixe comme objectif. Cela a concerné 32.000 jeunes en 2022 (la dernière session s'étant tenue en juillet). Et « volontariat » n'est sans doute pas le mot juste d'ailleurs puisque le SNU s'adresse aux mineur-es, de 15 à 17 ans.

Le 20 décembre, le Président déclarait « *je sais pouvoir compter sur les militaires et les anciens militaires pour faire face au défi de renforcer les forces morales de la nation, en particulier de la jeunesse* » ;

Puis, en présentant le 20 janvier, la loi de programmation militaire (« 413 milliards d'euros pour avoir une guerre d'avance ») – actuellement en discussion au Parlement -, il évoque aussi sa volonté de le généraliser. Devant la peur de la mobilisation des jeunes, Sarah El Haïry, secrétaire d'État chargée de la Jeunesse et du Service national universel - qui dépend à la fois du Ministère des Armées et de celui de l'Éducation Nationale - précise les contours de sa généralisation dans les médias (Sud Ouest du 19/05/23) : **un séjour de cohésion en uniforme et intégré au temps scolaire dès la rentrée 2023 pour les classes de seconde ou de première bac Pro - « volontaires » ?** *Seul-es les jeunes françaises et français y seraient admis-es. Les familles ou les élèves pourraient cependant refuser d'y participer...* Les circulaires d'application devraient paraître fin juin ou début juillet 2023 !

En tout cas, pour 2023 :

- Le budget SNU va augmenter de 30 millions par rapport à 2022 pour être porté à 140 millions
- Le SNU devient accessible à tous les jeunes de 15 à 17 ans volontaires : le nombre de places ne serait plus limité ! En sachant que depuis sa création, les satges n'ont jamais fait le plein !
- Trois périodes de séjours sont toujours organisées dont celle de juin sur le temps scolaire!

**Les organisations et collectifs qui composent le collectif national « Non au SNU » appellent toutes les forces démocratiques qui refusent le SNU à exiger le retrait du projet gouvernemental et à agir unitairement pour cela.**

**Le Service national universel que le gouvernement veut rendre obligatoire pour les jeunes de 16 ans, c'est**

- **Une opération de soumission de la jeunesse** : il s'agit d'inculquer un esprit d'obéissance aux règles, un respect absolu des normes... Règles et normes qui, pour la plupart, ne visent qu'à perpétuer les inégalités et injustices inhérentes à l'organisation actuelle de la société. Cette volonté de soumission passe aussi par un

contrôle renforcé, notamment à travers la mise en fiches de toutes et tous les jeunes de 16 à 25 ans. Volonté de soumission, enfin, car elle ne reconnaît comme « engagement » des jeunes que les dispositifs étatiques.

- **La remise en cause des droits des travailleurs et travailleuses** : les jeunes seront utilisé·es pour remplacer des emplois aujourd'hui occupés par des employé·es qui ont un salaire, une convention collective ou un statut, la possibilité de s'organiser syndicalement, des droits individuels et collectifs. Avec le SNU, chaque année, 800 000 jeunes seront exploité·es, sans aucun de ces droits, pour des durées variables ; ils et elles seront très vivement encouragé·es à poursuivre leur « engagement volontaire » par un service civique, dans les mêmes conditions de précarité.
- **Des dépenses considérables** : ces milliards seraient bien plus utiles pour le service public de l'Éducation, qu'aux mains des militaires ! Ils pourraient permettre d'enrayer les fermetures de classes et suppressions de postes, ainsi que la précarité étudiante.
- **Le renforcement de la militarisation** : encadrement de type militaire, levée du drapeau, chant guerrier, uniforme, parcours du combattant, raid commando, etc. contribueront à l'endoctrinement des jeunes. La propagande visera à banaliser encore plus le rôle de l'armée, alors que celle-ci est en pointe dans la répression, sur le territoire français, dans les anciennes colonies et diverses régions du monde. Sans surprise, il n'est nullement question dans le programme de pacifisme, de non-violence, ni de remise en cause du rôle de l'armée.

## NON AU SNU



**Le gouvernement nous dit : Il faut que les jeunes s'engagent.  
Mais c'est déjà le cas !**

**Ils et elles s'engagent pour lutter contre le racisme, pour que cesse la destruction de la Terre, pour défendre leur droit à étudier, pour le partage des richesses et la fin de la pauvreté, pour le droit au logement, pour l'égalité des droits et contre les discriminations, etc. Ce n'est pas à l'État de les forcer à s'engager !**

**Comment peut-on prétendre apprendre la citoyenneté, lorsqu'on confie l'encadrement à l'armée (qui, par ailleurs, n'était pas demandeuse) ?**

**Rendez-vous devant  
le lycée G. Desclaudes de Saintes**

**le Vendredi 9 Juin 2023  
à partir de 11 heures**

devant l'entrée des personnels  
Rue Georges Desclaudes – 17100 Saintes

**Ni obligation, ni généralisation !**

**Abrogation du SNU !**

**Campagne unitaire contre le SNU** : Union pacifiste, Union syndicale Solidaires, ASSO-Solidaires, Solidaires Lycéen·nes région parisienne, Fédération Solidaires Étudiant·e·s, Fédération SUD éducation, SUNDEP Solidaires Sud Enseignement privé, Solidaires Jeunesse et Sports, Fédération SUD Collectivités territoriales, Fédération Éducation de la Confédération Nationale du Travail, CNT Santé, Éducation, Social et Territoriale de Lorraine, Syndicat unifié du bâtiment de la région parisienne de la Confédération Nationale du Travail, Fédération éducation/recherche de la CNT-SO, Émancipation tendance intersyndicale, Les Jeunesses Syndicalistes, Mouvement National Lycéen, Fédération Indépendante et Démocratique Lycéenne, Fédération nationale de la Libre Pensée, Droits Devant !!, Ni guerres ni état de guerre, Causes communes, Anciens Appelés en Algérie et leurs Ami(e)s Contre la Guerre, Réseau des Centres de Recherche, d'Etude et de Formation à l'Animation et au Développement, Mouvement de la paix, ATTAC-France, Stop Fuelling War, Abolition des Armes Nucléaires – Maison de Vigilance, Mouvement de l'Objection de Conscience Nancy, GRATLIB, Queer Education, Fédération Nationale Laïque des Amis des Monuments Pacifistes, Parti Communiste des Ouvriers de France, Europe Écologie – Les Verts, Fédération Anarchiste, Union Communiste Libertaire, L'insurgé, Les Jeunes écologistes, Union des Jeunes Révolutionnaires, Union Prolétarienne ML, Unité Communiste de Lyon, Groupe libertaire Jules Durand, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Mouvement Résilience, Alternatives et autogestion, Cercle 49, Radio-Libertaire, Revue Silence, Cerises la coopérative, Questions de classes, L'Allume-Feu, Arc en ciel théâtre réseau coopératif. Collectifs locaux unitaires Non au SNU Loire-Atlantique, Lyon, Bordeaux, Angoulême, Nancy, Chambéry, Hérault, Vendée, Charente Maritime...

**Pour rejoindre le collectif** : [nonsnu@lists.riseup.net](mailto:nonsnu@lists.riseup.net)